



/PHOTO ARCHIVES FLORIAN LAUNETTE

## Marseille-Barcelone : à qui le leadership ?

Marseille, capitale de la coopération méditerranéenne? Alors que le Sommet des deux rives place la cité phocéenne sur un piédestal, quelle place occupe la deuxième ville de France parmi celles qui bordent la Grande bleue?

Premiers éléments de réponse avec Daniel Camos, délégué du gouvernement de Catalogne en France: "Marseille est l'une des trois grandes portes naturelles de l'Europe vers la Méditerranée. Elle y joue un grand rôle avec Barcelone." La capitale catalane a déjà volé la vedette à sa "ville sœur" en devenant le siège de l'Union pour la Méditerranée. L'UPM, fondée en 2008 pour renforcer le partenariat Euro-méditerranéen mis en place en 1995 sous le nom de... Processus de Barcelone. Ceci explique sans doute cela...

"Quand on a fabriqué l'Union pour la Méditerranée, le siège de Barcelone a été longuement discuté, se souvient Renaud Muselier, alors président de la Région, instigateur du rendez-vous institutionnel annuel "La Méditerranée du futur", "Barcelone

conserve une place légitime. Pour autant, elle est en difficulté pour représenter la Méditerranée à cause de sa volonté d'indépendance sur le territoire espagnol. La Catalogne veut être indépendante de l'Espagne qui est un grand pays du processus méditerranéen." Une raison suffisante pour Renaud Muselier, "pour faire revenir Marseille dans le jeu".

Autre argument en faveur de Marseille, "son histoire et sa géographie", souligne Bernard Valero, directeur général de l'Avitem (pour Agence des villes et territoires méditerranéens durables), en charge de la mise en œuvre de projets de coopération sur fonds et programme européens. "Ces deux dimensions portent la ville sur le front méditerranéen: 2600ans d'histoire et une situation géographique centrale en Méditerranée." Pour ce spécialiste, "on ne va pas faire de concours de beauté pour savoir qui est N.1, 2 et 3. Mais Marseille peut et doit être considérée comme une capitale euro-méditerranéenne." Dont la position dominante dépendra en partie de l'issue de ces échanges internationaux. Et des accords qui seront conclus tout au long de ces deux journées...

Antoine MARIOT



Le palais du Pharo accueille aujourd'hui et demain le Sommet des deux rives à Marseille.

/PHOTO DAVID ROSSI

## ENVIRONNEMENT

# "Nous avons encore une fenêtre pour agir"

Écologue, contributeur du Giec, Wolfgang Cramer est directeur de recherches (CNRS) à l'Institut méditerranéen de biodiversité et d'écologie marine et continentale, installé à Aix-en-Provence. Fin 2018, avec le réseau Medecc (Mediterranean Experts on Climate and Environmental Change, un consortium de 600 chercheurs installés dans tous les pays de la Méditerranée), il a publié une étude dans la revue *Nature Climate Change*, sur l'impact des changements environnementaux dans la zone. Une première, avant un rapport attendu pour début 2020.

### Quelles sont les caractéristiques des changements climatiques en cours et à venir en Méditerranée ?

Les températures s'y élèvent plus qu'à l'échelle de la planète: depuis 1880 et le début de l'ère industrielle, nous avons gagné 1,5° C, contre 1° C ailleurs. Nous voyons des canicules plus longues, plus intenses et plus fréquentes. Les nuits les plus chaudes d'aujourd'hui seront les plus fraîches dans 50 ans. C'est un vrai risque pour les personnes dont la santé est la plus fragile, mais aussi pour les plus pauvres. Nous verrons aussi une réduction des ressources en eau douce, ce qui impactera l'agriculture et la consommation humaine. On peut aussi évoquer le risque augmenté d'inondations sur la bande côtière par l'élévation



L'écologue Wolfgang Cramer est l'un des spécialistes des changements environnementaux en Méditerranée. /PHOTO DR

tion du niveau de la mer. Vers la fin du siècle, elle pourrait atteindre 1,5 m! Si nous ne faisons rien, des villes en grande partie anciennes, comme Venise ou Ljubljana, sont condamnées à disparaître. Il n'y aura pas, dans 30 ans, de technologie magique pour les protéger.

La biodiversité en Méditerranée est elle aussi en péril... C'est une combinaison de plusieurs facteurs: les changements climatiques, la pollution

des sols et de l'eau, la surpêche. La température de la mer, son acidification, affecte certains écosystèmes marins. On voit déjà un appauvrissement des espèces comestibles. Et nous avons toutes les raisons de croire que cela va encore s'accroître.

La santé de l'Homme en sera-t-elle aussi affectée? Effectivement. Des maladies infectieuses transmises par les insectes seront de plus en plus fré-

quentes, telles le West Nile Virus. Les pays seront inégalement touchés selon leur niveau économique. Encore une fois, les populations les plus pauvres seront aussi les plus touchées.

### Les décideurs politiques semblent toujours en retard dans la prise en compte des conclusions scientifiques sur le climat...

Grosso modo, on peut dire qu'ils sont d'accord sur le constat, mais ils ne mesurent pas le besoin d'accélération de l'action sur ces questions climatiques. Ici, on donne des primes pour acheter des voitures moins polluantes, les plus polluantes se retrouvent donc sur le marché du Nord de l'Afrique, comme en Égypte.

### Les pays ne sont pas égaux, dans la région, en termes d'actions de réduction de la pollution ou des gaz à effet de serre ?

J'ai l'impression que cela bouge beaucoup au Maroc, qui développe un important parc photovoltaïque, ou en Tunisie. L'Algérie ou l'Égypte ont plus de mal à développer une politique forte de l'adaptation ou de l'atténuation des changements globaux... Il faut aider les pays à se stabiliser politiquement pour qu'ils puissent mettre en marche une transition. Nous avons encore une fenêtre pour agir.

Propos recueillis par Delphine TANGUY dtanguy@laprovence-presse.fr

## JEUNESSE ET ÉDUCATION

# Vers un "Erasmus de la Méditerranée" ?

"Les échanges universitaires entre les pays méditerranéens doivent s'intensifier et se faire dans les deux sens." C'est en substance le message que le président d'Aix-Marseille université (Amu) Yvon Bertrand, avec le soutien de la Conférences des présidents d'université viendra porter aujourd'hui à Marseille où s'ouvrira le sommet des deux rives. Les représentants de cinq États de la rive sud de la Méditerranée (et de cinq États de la rive nord) vont tenter de relancer la dynamique de coopération en Méditerranée, avec la volonté d'y intégrer la société civile.

Parmi les thématiques sur la table: la jeunesse, l'éducation et la mobilité ainsi que l'enseignement supérieur. L'occasion rêvée, donc, pour les universités françaises, de poser les jalons d'une nouvelle vision de la coopération avec leurs homologues de la rive sud.

Dans une "déclaration solennelle", leurs présidents livrent cinq "propositions d'action". À commencer par la création d'un "grand programme de mobilité de la jeunesse". Calqué sur le modèle de l'Eras-

mus européen, ces échanges d'étudiants "permettraient d'intensifier la mobilité des jeunes tout en encadrant sur le plan institutionnel, en l'accompagnant d'un soutien financier ce qui éviterait que des jeunes arrivent sans moyens", détaille Sylvie Daviet vice-présidente d'Amu chargée des relations internationales.

### Absence d'accompagnement

Actuellement à Amu, 50% des 10 000 étudiants internationaux sont originaires de la rive sud de la Méditerranée et de l'Afrique subsaharienne. Peu d'étudiants français, en revanche, font le chemin inverse, "alors que nous avons besoin des compétences des universités du sud", explique Yvon Bertrand. Ce qui bloque? "Le manque de connaissance de leurs capacités d'accueil, l'absence d'accompagnement". Et, aussi, "le besoin des universités du sud d'améliorer la qualité de leurs infrastructures, de leurs laboratoires".

D'où la deuxième proposition des universités françaises pour la création d'un "grand programme de post-doctorants" qui

permettrait un retour des diplômés dans leur pays d'origine, à des postes qui développent la recherche.

Troisième condition d'une meilleure coopération Nord-Sud, le renforcement des équipements et des compétences numériques des universités, "avec des outils numériques compatibles, qui facilitent l'échange des données".

Afin que ces actions ne restent pas des effets d'annonce, les présidents d'universités plaident enfin pour la création d'une instance de dialogue durable, entre recteurs et présidents d'université, afin d'assurer le suivi et la mise en œuvre de ses propositions.

Yvon Bertrand précise que le sujet des frais de scolarité des étudiants étrangers, dont l'augmentation votée par le gouvernement fait polémique "ne sera pas abordé" lors du sommet de Marseille. "Amu a pris position sur ce dossier et n'appliquant pas d'augmentation", rappelle-t-il, jugeant "insuffisamment précise et trop précipitée" l'évaluation du gouvernement.

Sophie MANELLI

## ÉCONOMIE

# L'investissement plutôt que l'assistanat

"Marseille, point de connexion central entre l'Europe et l'Afrique." Ce propos teinté de conviction, Jean-Luc Chauvin, le président de la Chambre de commerce et d'industrie de Marseille Provence, ne rate pas une occasion de le répéter. Ajoutant "que la Méditerranée qui ne représente que 1,5% de la surface du globe, représente pourtant 30% du commerce mondial". Lieu de passage, trait d'union entre deux rives, l'une riche et l'autre nettement moins, "la Méditerranée est aussi un pont entre notre continent et l'Afrique", pose Yves Delafon.

Conseil en stratégie à la tête de la Banque pour le commerce et l'industrie (Mauritanie, Sénégal, Mali et Guinée) et président de l'association AfricaLink, cela fait bien des années qu'il défend cette idée "que contribuer au développement de l'Afrique, cela ne peut se faire qu'à travers des petites entreprises, des PME. Chez nous, elles créent l'essentiel de l'emploi et



Yves Delafon, président d'AfricaLink. /PHOTO DR

des outils adaptés au terrain, qui permettent de répondre à des besoins concrets. À des projets. C'est ce que fait AfricaLink avec ses 110 membres, tous PME, mais pas grands groupes. Parce que le grand groupe est trop lointain, pas assez partenaire."

AfricaLink ne participe pas au Sommet des deux rives dont

l'une des ambitions est précisément de réduire les écarts de niveau de vie grâce à des initiatives ciblées et concrètes. "En ce sens, la démarche de Macron me va très bien", lâche le président de l'association. Mais Samir Abdelkrim, expert de l'innovation africaine qu'Yves Delafon côtoie dans le cadre du projet Emerging Valley, fondé en 2017, il a pour but de rassembler des entrepreneurs Africains et des start-up dans un hub ou le numérique a un rôle central, est l'une des personnalités qualifiées du sommet. L'an passé, Emerging Valley a réuni à Aix, au sein de TheCamp, une centaine de jeunes pousses africaines. Il en sera de même en décembre prochain. Preuve que la coopération existe et qu'un hub d'innovations émergentes entre Europe et Afrique n'a rien d'impossible. Un exemple concret de ce que demande à être la Méditerranée. Faite de coopérations et d'investissements partagés.

Jean-Luc CROZEL